



N° Consultation : 2023/EFS-HFNO/302

Etablissement Français du Sang

20 avenue du Stade de France

93218 La Plaine Saint Denis

ACHAT D'AUTOMATES COMPLETS DE SEROLOGIE EN TECHNIQUE MICROPLAQUES ELISA, ACCESSOIRES ET PRESTATIONS ASSOCIEES

Appel d'offres ouvert

Article L.2124-2 du code de la commande publique

Articles R.2124-1, R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

SOMMAIRE

1. PRESENTATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR	7
2. OBJET DU MARCHE PUBLIC	10
3. DISPOSITIONS GENERALES	10
3.1. Procédure de passation	10
3.2. Marché sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires	10
3.3. Marché sans publicité ni mise en concurrence préalables pour l'acquisition de fournitures complémentaires	10
3.4. Allotissement	10
3.5. Forme du marché public	10
3.6. Estimation du marché public	11
3.7. Groupement de commandes	11
3.8. Durée du marché public	11
3.9. Langue d'exécution du marché public	11
3.9.1. Principe	11
3.9.2. Obligations du Titulaire en matière d'interprétariat	11
3.9.3. Défaut de recours à un interprète	12
3.10. Exclusions et limites des prestations de maintenance	12
4. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE PUBLIC	12
5. EXECUTION DU MARCHE PUBLIC	13
5.1. Développement durable	13
5.1.1. Obligations environnementales	13
5.1.2. Performance énergétique	13
5.2. Conditions générales d'exécution des prestations	13
5.2.1. Prise en charge des équipements	13
5.2.2. Hygiène et sécurité	13
5.2.3. Locaux et moyens mis à la disposition du Titulaire	15
5.2.4. Personnel intervenant au nom du Titulaire	15
5.3. Modalités d'exécution de l'accord-cadre donnant lieu à l'émission de bons de commande	15
5.3.1. Emission et contenu des bons de commande	15
5.3.2. Délais d'exécution des bons de commande des fournitures	16

5.3.3.	Dispositions spécifiques aux commandes de l'automate	16
5.4.	Transport, livraison, formation	16
5.4.1.	Lieux de livraison des Fournitures et d'exécution des Services	16
5.4.2.	Transport.....	16
5.4.3.	Documents à fournir.....	17
5.5.	Vérification et admission des Fournitures	17
5.5.1.	Vérification à la livraison sur la base du bordereau de transport.....	18
5.5.2.	Vérification quantitative et qualitative : le contenu des colis.....	18
5.5.3.	Admission.....	18
5.5.4.	Capacité du Titulaire à livrer de nouvelles quantités	18
5.6.	Vérification et admission des Services	Erreur ! Signet non défini.
5.7.	Vérification et admission des Equipements	19
5.8.	Garantie après intervention – pièces détachées – main d'œuvre – déplacement	20
5.9.	Pénalités	20
5.9.1.	Pénalités de retard pour tout délai, excepté le délai de rétablissement du bon fonctionnement du système analytique (GTR) et le délai d'intervention (GTI)	20
5.9.2.	Pénalités de retard par rapport au délai de rétablissement du bon fonctionnement du système analytique (GTR) et au délai d'intervention (GTI)	21
5.9.3.	Pénalités pour mauvaise exécution	21
5.9.4.	Pénalité pour non-respect des obligations du Titulaire en matière d'interprétariat	22
5.10.	Sous-traitance	22
5.10.1.	Sous-traitance au sens des articles L.2193-1 à L.2193-14 du code de la commande publique	22
5.10.2.	Sous-traitance au sens de la loi Informatique et libertés.....	22
5.11.	Protection des données personnelles	22
5.11.1.	Obligations du Titulaire.....	23
5.11.2.	Dispositions en cas de non-respect des obligations.....	24
6.	SUIVI D'EXECUTION DU MARCHE PUBLIC	24
6.1.	Etablissement d'un calendrier prévisionnel des maintenances préventives	24
6.2.	Réunions annuelles	24
6.3.	Relations entre les parties	25
6.4.	Confidentialité	25
6.4.1.	Obligations du Titulaire	25
6.4.2.	Dispositions en cas de non-respect des obligations.....	26
6.4.3.	En cas d'opération de maintenance ou de télémaintenance	26
6.4.4.	En cas d'accès à INLOG (l'accès des sous-traitants à INLOG suit une procédure particulière)	26

7. MODIFICATIONS DU MARCHE PUBLIC	27
7.1. Modifications relatives au Titulaire	27
7.2. Clause de réexamen	27
7.3. Suspension du marché en cas de circonstances imprévisibles	27
7.4. Evolutions administratives	28
7.5. Evolutions technologiques	28
7.6. Modifications du marché public (article L.2194-1 du code de la commande publique)	28
7.6.1. Conditions de mise à jour des systèmes analytiques et des Services	28
7.6.2. Marché sans publicité ni mise en concurrence préalables pour l'acquisition de fournitures complémentaires	28
8. DEFAILLANCE DU TITULAIRE	28
9. REGLEMENT FINANCIER DU MARCHE	29
9.1. Contenu des prix	29
9.2. Forme et évolution des prix	29
9.2.1. Forme du prix de la maintenance	29
9.2.2. Forme du prix des Fournitures	29
9.3. Avance	30
9.4. Modalités de facturation et de règlement	30
9.4.1. Facturation	30
9.4.2. Dématérialisation des factures	31
9.4.3. Délai de paiement	31
9.4.4. Suspension du délai global de paiement	32
9.4.5. Intérêts moratoires	32
9.4.6. Nantissement et cession de créance	32
9.4.7. Renseignement d'ordre comptable	32
10. RESPONSABILITE - ASSURANCES	33
11. RESILIATION DU MARCHE PUBLIC (ARTICLE L.2195-1 ET SUIVANTS DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE)	33
11.1. Résiliation pour motif d'intérêt général	33
11.2. Résiliation aux torts du Titulaire	33

11.3. Exécution aux frais et risques	33
12. LITIGES	34
13. OBLIGATIONS DU TITULAIRE AU REGARD DE SA SITUATION FISCALE ET SOCIALE	34
14. ANNEXE 1 – LISTE DES COORDONNEES DU COORDONNATEUR ET DES ETABLISSEMENTS	35

DEFINITIONS

AE : Acte d'engagement ATTRI1.

CCTP : Cahier des clauses techniques particulières.

CCAP : Cahier des clauses administratives particulières.

Coordonnateur du groupement de commandes : EFS, représenté par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur. Il est désigné « Coordonnateur » dans le CCAP et les pièces constitutives du présent marché.

Comptables assignataires : comptables des Etablissements :

- Pour les ETS : les Agents Comptables secondaires des Etablissements locaux de l'EFS,
- Pour le CTSA : l'Agent Comptable des Services Industriels de l'Armement/Département Comptable Ministériel (ACSI/DCM).

CTSA : Centre de Transfusion Sanguine des Armées, organisme du Service de Santé des Armées, au sein du Ministère de la Défense, placé sous l'autorité hiérarchique du Directeur central de ce Service.

EFS : Etablissement Français du Sang, établissement public de l'Etat placé sous la tutelle du Ministre chargé de la santé et constitué de treize Etablissements de transfusion sanguine (ETS) dont dix en métropole et trois dans les départements d'outre-mer.

Equipement : Automates de sérologie.

Etablissements groupés : ETS et centres du CTSA désignés à l'annexe 1 du présent CCAP. Les établissements groupés sont désignés « Etablissements » dans le CCAP/les pièces constitutives du présent marché public.

ETS : Etablissement de Transfusion Sanguine, établissement local de l'EFS ne disposant pas de la personnalité juridique dont les besoins sont coordonnés par le Siège de l'EFS conformément au règlement intérieur des marchés publics de l'EFS.

Fournitures : Consommables.

Marché public : Accord-cadre.

Pouvoirs adjudicateurs :

- L'Etablissement Français du Sang (EFS)
- Le Ministère de la Défense, Direction centrale du Service de Santé des Armées pour le compte du Centre de Transfusion Sanguine des Armées (CTSA).

Représentant des pouvoirs adjudicateurs (RPA) :

- Pour l'Etablissement Français du Sang, le Président de l'EFS ou toute personne habilitée en vertu des délégations en vigueur ;
- Pour le Ministère de la Défense, Direction centrale du Service de Santé des Armées/Centre de Transfusion Sanguine des Armées (CTSA), la Directrice du CTSA.

Services : Maintenance, formation.

Titulaire : Le soumissionnaire auquel le pouvoir adjudicateur notifie le marché public.

1. PRESENTATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Sous tutelle du Ministère des affaires sociales et de la santé, l'Etablissement Français du Sang est un établissement public de l'Etat créé le 1er janvier 2000. Opérateur civil unique de la transfusion sanguine en France, l'EFS veille à la satisfaction des besoins en matière de produits sanguins labiles dans le respect des principes éthiques du don de sang. L'EFS est chargé de promouvoir le don du sang, les conditions de sa bonne utilisation et de veiller au strict respect des principes éthiques par l'ensemble de la chaîne transfusionnelle : un don de sang volontaire, bénévole, et anonyme et l'absence de profit.

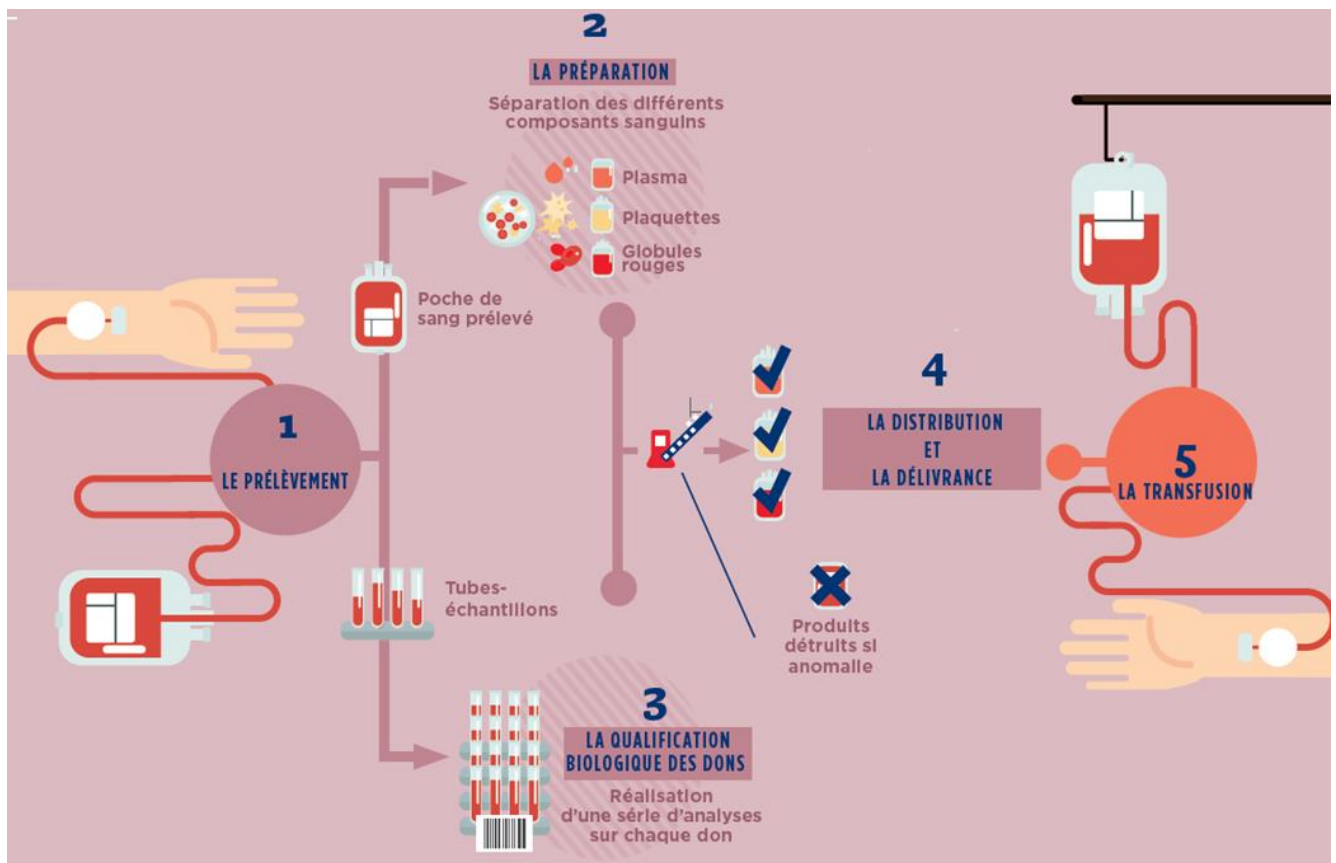
L'EFS participe à soigner 1 million de patients chaque année en approvisionnant 1500 établissements de santé publics et privés en produits sanguins labiles (PSL) issus de ces dons de sang éthiques.

Afin d'assurer une qualité optimale des produits sanguins préparés, l'EFS adapte en permanence l'activité de transfusion sanguine aux évolutions médicales, scientifiques et technologiques. Il veille au respect des bonnes pratiques transfusionnelles et au développement de la qualité pour tous les processus transfusionnels, de manière à assurer une qualité homogène sur l'ensemble du territoire.

L'EFS assure la gestion du service public transfusionnel et ses activités annexes.

1.1 Les missions principales de l'EFS

Afin de mener à bien sa mission de service public, l'EFS bénéficie d'un monopole pour les activités de collecte du sang, de qualification biologique du don, de préparation, et de distribution des produits sanguins labiles aux établissements de soins privés et publics. Il organise ces activités ainsi que l'activité de délivrance et effectue le contrôle de qualité des produits sanguins.



Parcours d'une poche de sang

1.1.1 Le prélèvement

Le prélèvement est assuré dans 127 sites fixes de prélèvement en France ainsi que dans le cadre de 40 000 collectes mobiles organisées chaque année. L'EFS collecte soit du sang total soit certains composants du sang (plasma, plaquettes).

1.1.2 La préparation

La poche prélevée est dirigée vers un plateau de préparation. Le sang est séparé en ses différents composants par la centrifugation, puis déleucocyté (filtration des globules blancs véhiculant les virus et certaines bactéries). L'EFS compte 17 plateaux de préparation.

1.1.3 Le contrôle qualité

Le contrôle qualité permet de vérifier la conformité des produits préparés par rapport à des références de caractéristiques réglementaires ou des spécifications préétablies.

1.1.4 La qualification des dons

Au moment du prélèvement, des tubes sont également recueillis pour effectuer des tests immunologiques et sérologiques. La qualification permet de rechercher la présence des marqueurs viraux et de détecter toute anomalie du sang ou de ses composants. L'EFS compte 4 plateaux de qualification.

1.1.5 La distribution et la délivrance

Après vérification de l'absence d'anomalies sur le don ou de réactions positives aux tests de dépistage, les produits sanguins sont distribués aux établissements de santé et attribués au patient sur prescription médicale nominative. La durée de vie des produits est variable : 5 jours pour les plaquettes, 42 pour les concentrés de globules rouges, plusieurs mois pour le plasma congelé.

1.2 Les autres missions de l'EFS

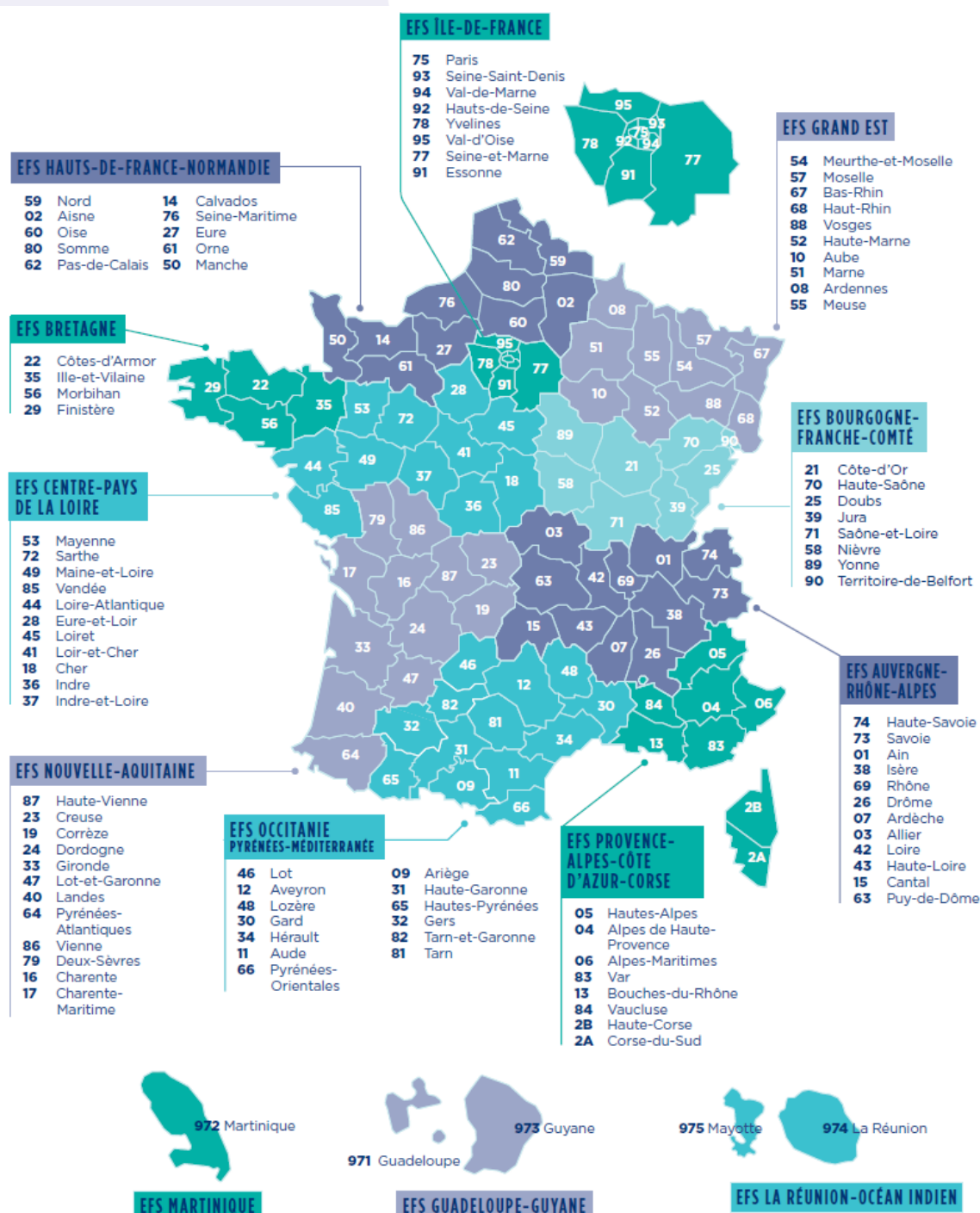
L'EFS a vocation à développer toute activité liée à la transfusion sanguine. Il peut à ce titre être autorisé à fabriquer, importer et exploiter des médicaments dérivés du sang.

L'Etablissement français du sang peut, en outre, à titre accessoire, être autorisé à exercer d'autres activités de santé dont des activités de soins et de laboratoire de biologie médicale. A ce titre l'EFS effectue des examens d'immuno-hématologie " receveur " afin de vérifier la compatibilité entre les caractéristiques du receveur et celles du produit qui lui est destiné.

L'EFS assure également l'approvisionnement en plasma du Laboratoire Français de Fractionnement et des Biotechnologies (LFB) en vue de la fabrication de produits stables. A côté de ces activités de transfusion sanguine, l'EFS s'implique également dans d'autres activités comme l'ingénierie cellulaire, la biologie médicale, la banque de tissus...

1.3 L'organisation de l'EFS

L'EFS est composé de 13 établissements de transfusion sanguine, sans personnalité morale répartis sur l'ensemble du territoire français.



2. OBJET DU MARCHE PUBLIC

La marché public a pour objet :

- La fourniture d'automates ouverts complets d'immunoanalyses au format microplaque (ELISA) en achat pour les plateaux de qualification biologique du don de l'EFS (métropole et DOM) et du CTSA.
- La fourniture de consommables et accessoires.
- La réalisation des prestations associées : livraison, installation, qualification, maintenance, déménagement, formation des personnels.

Les automates fournis par le Titulaire pourront être :

- Soit neufs ;
- Soit d'occasion.

3. DISPOSITIONS GENERALES

3.1. Procédure de passation

Le présent marché public est passé selon la procédure de l'appel d'offres ouvert définie par les articles suivants :

- Article L.2124-2 du code de la commande publique ;
- Articles R.2124-1, R.2124-2, R.2161-2 et R.2161-4 du code de la commande publique.

3.2. Marché sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires

Le marché public pourra faire l'objet d'une procédure sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires en application et dans les conditions de l'article R.2122-7 du code de la commande publique.

3.3. Marché sans publicité ni mise en concurrence préalables pour l'acquisition de fournitures complémentaires

Le marché public pourra faire l'objet d'une procédure sans publicité ni mise en concurrence préalables pour l'acquisition de fourniture complémentaires en application et dans les conditions de l'article R.2122-4 du code de la commande publique.

3.4. Allotissement

Le présent marché public n'est pas alloti, compte tenu :

- Du choix de l'EFS de doter les 4 plateaux techniques de QBD d'automates identiques.
- De plus, la maintenance des automates objet du marché ne s'effectue que par les fournisseurs d'automates.

3.5. Forme du marché public

Il s'agit d'un accord-cadre fixant toutes les stipulations contractuelles et exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande (article R.2162-2 alinéa 2 et articles R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique).

L'accord-cadre est conclu comme suit :

- Avec seulement un maximum de **970 000 euros HT sur la durée totale du marché**, soit 48 mois (article R.2162-4 2° du code de la commande publique).

Le Titulaire est engagé sur la valeur maximale du marché.

3.6. Estimation du marché public

Le présent marché public est estimé à 696 000 euros HT sur la durée totale du marché.

Le montant estimé précité est donné à titre purement indicatif et n'a pas de valeur contractuelle.

Le montant est évalué en fonction des consommations du dernier exercice ou des prévisions d'activités. Le montant énoncé ne constitue en aucun cas un engagement du RPA. Le titulaire est engagé à concurrence du montant maximum.

3.7. Groupement de commandes

En vertu des dispositions de l'article L.2113-6 du code de la commande publique, l'EFS et le CTSA ont constitué un groupement de commandes dont le Coordonnateur est l'EFS.

Au sein de l'EFS, la fonction de Coordonnateur est assurée par l'ETS – Hauts-de-France - Normandie qui est chargé de la passation de la procédure d'appel d'offres pour le compte du groupement de commandes.

Au terme de la procédure, le marché public est conclu et notifié par le RPA. Il constitue un marché public unique dans le cadre duquel les établissements locaux de l'EFS et du CTSA, mentionnés en annexe 1 du CCAP, émettront des bons de commande, s'assureront de leur bonne exécution et effectueront les paiements correspondants.

Sous réserve des attributions dévolues au RPA dans le présent CCAP, l'ETS – Hauts-de-France - Normandie en sa qualité de Coordonnateur, sera responsable de la mise en œuvre des clauses relatives au suivi de l'exécution du marché public dans les conditions définies dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières et dans le CCTP.

3.8. Durée du marché public

Le marché public prend effet à compter de sa date de notification pour une durée ferme de 48 mois.

3.9. Langue d'exécution du marché public

3.9.1.Principe

La langue dans laquelle est exécuté le présent marché public est le français, tant pour les échanges verbaux que pour les communications écrites.

S'ils ne sont pas rédigés en français, les documents du marché public sont accompagnés d'une traduction en français.

3.9.2.Obligations du Titulaire en matière d'interprétariat

En application des dispositions de l'article R.4511-5 du code du travail, faute de maîtrise suffisante de la langue française permettant d'une part la compréhension des informations relatives aux mesures de prévention et de sécurité, et d'autre part la bonne exécution des prestations attendues par le personnel affecté à l'exécution du marché public, le Titulaire pourra être tenu, suite à l'information préalable du pouvoir adjudicateur, de veiller à l'intervention d'un interprète qualifié dans les langues concernées.

La prise en charge des frais d'interprétariat se fera aux seuls frais du Titulaire.

3.9.3. Défaut de recours à un interprète

En cas de carence constatée ou du défaut de preuve de la qualification d'un interprète, le pouvoir adjudicateur désigne un ou des interprètes de son choix. Les frais consécutifs seront comptabilisés comme pénalités au titre de l'article afférent au présent CCAP. De plus, après mise en demeure restée sans effet, la résiliation du marché pourrait être prononcée aux frais et risques du Titulaire.

3.10. Exclusions et limites des prestations de maintenance

Les prestations de maintenance ne couvrent pas les prestations suivantes :

- la livraison des accessoires et consommables, captifs de l'Équipement et indispensables à son fonctionnement, prévues au CCTP ;
- la réparation des défauts de fonctionnement dus à une faute du personnel du RPA ou causées par un emploi non-conforme aux règles figurant dans les documents fournis par le Titulaire. Si le Titulaire apporte la preuve d'une utilisation anormale à l'origine du dysfonctionnement, les prestations de rétablissement du fonctionnement de l'Équipement font l'objet d'une maintenance corrective à l'attachement facturée dans les conditions définies ci-dessous ;
- la réparation des défauts de fonctionnement causés par une adjonction de matériel non conforme aux spécifications de l'Équipement, par une personne autre que le Titulaire,
- la réparation entraînée par une défaillance due à une cause étrangère aux Équipements (incendie, explosion, inondation ...).

4. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ PUBLIC

Le marché public est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre d'importance décroissant suivant :

- L'acte d'engagement (AE) ;
- L'annexe financière à l'acte d'engagement ;
- Le présent CCAP et ses annexes :
 - o Annexe 1 : Liste des coordonnées du coordonnateur et des établissements,
 - o Annexe 2 : Liste des sites de livraisons,
 - o Annexe 3 : Protection des données ;
- Le CCTP et ses annexes :
 - o Annexe 1 : Evolutions technologiques et modifications du marché,
 - o Annexe 2 : Hot line et maintenance corrective,
 - o Annexe 3 : Notices techniques,
 - o Annexe 4 : Contrat Qualité.
- Le cadre de réponse technique ;
- Le Cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de Fournitures courantes et de services (CCAG FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 en vigueur à la date de notification du présent marché public ;
- La Proposition technique du Titulaire.

Par dérogation à l'article 1^{er} du CCAG FCS, le présent CCAP ne prévoit pas d'article récapitulant les dérogations au CCAG FCS.

Hormis le CCAG FCS applicable, l'exemplaire original des pièces énumérées ci-dessus, conservé par le Coordonnateur, fait seul foi. Le Titulaire déclare parfaitement connaître le CCAG FCS applicable bien qu'il ne soit pas matériellement joint au présent CCAP.

Toute clause des conditions générales de vente du Titulaire contraire aux dispositions des CCAP et CCTP est réputée non écrite.

De façon générale, aucune réserve ou condition qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de la Proposition puis durant l'exécution du marché public ne sera admise. Le Titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les pièces constitutives du marché public désignées au présent article.

5. EXECUTION DU MARCHE PUBLIC

5.1. Développement durable

5.1.1. Obligations environnementales

Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits proposés. La planification du transport de ces marchandises doit permettre, lorsque cela est compatible avec les besoins de l'EFS, d'éviter la circulation pendant les heures de pointe. Le titulaire privilégie le transport groupé des fournitures objet du marché afin de réduire les déplacements des véhicules de livraison. Il favorise les modes de transports les plus respectueux de l'environnement, notamment les véhicules à faibles émissions, les modes de transports doux ou alternatifs à la route.

Le Titulaire respecte également les obligations environnementales suivantes :

- *La composition des produits et notamment leur caractère écologique / polluant / toxique ;*
- *La prévention de la production des déchets et leur orientation vers des filières de valorisation.*

5.1.2. Performance énergétique

En application des articles R.234-1 et suivants du Code de l'énergie, le Titulaire est tenu de fournir des produits à haute performance énergétique.

5.2. Conditions générales d'exécution des prestations

5.2.1. Prise en charge des équipements

Le Titulaire déclare être parfaitement informé de la configuration des locaux et des contraintes éventuelles pour accéder aux Equipements.

5.2.2. Hygiène et sécurité

Le personnel du Titulaire a accès aux équipements sous réserve du respect des consignes d'hygiène et de sécurité applicables dans le secteur d'activité de l'EFS.

Le Titulaire doit réaliser les prestations objet du présent marché public en se conformant au décret n°92-158 du 20 février 1992 relatif à la sécurité des personnels des entreprises extérieures à l'établissement. Le RPA se réserve la possibilité de suspendre l'exécution du marché public si les conditions de sécurité ne sont pas respectées jusqu'à la mise en œuvre par le Titulaire des dispositions nécessaires.

Le RPA et le Titulaire se concertent pour définir un plan de prévention (Obligatoire pour un nombre total d'heures de travail prévisibles **de plus de 400H par site et par 12 mois** (R237-8 du code du travail)).

La mise en application sera déclinée comme suit :

- En début de contrat, un plan de prévention couvrant tous les sites sera élaboré entre l'EFS et le Titulaire.
- Tout au long du contrat, lors du déroulement de la prestation, le Titulaire sera informé par avenant des risques propres du site où il se trouve.

Le Titulaire veillera à une bonne application des dispositions prévues dans le plan de prévention. L'EFS se réserve le droit d'interrompre toute prestation qui ne serait pas conforme aux dispositions prévues.

Si en cours de réalisation de la prestation des modifications sur les risques apportés par le Titulaire et/ou ses sous-traitants apparaissent, une mise à jour du plan de prévention doit être demandée au chargé de travaux de l'EFS.

Les mesures prévues par le plan de prévention comportent au moins des dispositions dans les domaines suivants, liste non exhaustive (Cf. : Décret n°92-158 du 20 février 1992 complétant le code du travail et fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure) :

1. La définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;
2. L'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à effectuer ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;
3. Les instructions à donner aux salariés du Titulaire ;
4. L'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence et la description du dispositif mis en place à cet effet par l'EFS ;
5. Les conditions d'emploi pour tous les produits ayant une fiche de données de sécurité, comme les liquides, acides, bases, solvants, peintures, huiles, résines, produits secs, pulvérulents notamment ...
6. Les consignations électriques, hydrauliques, pneumatiques, les mises en sécurité mécanique, les permis de feu...

Un modèle de plan de prévention générique est disponible sur simple demande auprès du RPA.

Le Titulaire prévoit, dans le cadre de son intervention et notamment dans les Etablissements dans lesquels il n'est pas soumis à l'élaboration d'un plan de prévention, une formation précise de ses salariés quant aux mesures d'urgence à prendre en cas d'accident et notamment en cas d'exposition au sang et aux produits sanguins.

Chacun des Etablissements dispose d'une procédure d'urgence en cas d'accident, le Titulaire doit en solliciter une copie.

L'accès des véhicules est réglementé sur certaines parties de l'EFS, limité aux opérations de chargement et de déchargement de matériel sous réserve de ne pas gêner la circulation. Le stationnement, lorsqu'il est possible, se fait uniquement sur les emplacements délimités à cet effet.

Le personnel du Titulaire se présente à l'accueil de l'EFS. Il doit pouvoir justifier de son appartenance à l'entreprise Titulaire du marché. Il n'est pas autorisé à circuler dans d'autres locaux que celui où se trouve l'équipement à maintenir. Il est rappelé que toute personne doit satisfaire aux exigences de vaccination, en application des dispositions de l'article L. 3111-4 du code de la santé publique et de l'arrêté du 15 mars 1991 fixant la liste des établissements ou organismes publics ou privés ou de soins dans lesquels le personnel exposé doit être vacciné.

Par ailleurs, le technicien effectuant la maintenance doit obligatoirement porter une blouse avec identifiant de sa société et des gants.

Dans le cas d'équipements potentiellement contaminés, une traçabilité de la désinfection adaptée à l'équipement est mise en place par le service utilisateur et donne lieu à l'émission d'un certificat de décontamination biologique. Le RPA tient à disposition du Titulaire le protocole de désinfection employé.

5.2.3. Locaux et moyens mis à la disposition du Titulaire

Si un local fermé est mis à disposition du Titulaire, le Titulaire en assure la responsabilité et le maintien en parfait état de propreté.

Il dispose gratuitement de l'environnement nécessaire à l'accomplissement normal de ses prestations (fluides, électricité).

5.2.4. Personnel intervenant au nom du Titulaire

Les agents du Titulaire, ou du sous-traitant dûment déclaré par le Titulaire et accepté par la RPA, sont seuls autorisés à assurer la maintenance des équipements.

Le RPA signale au Titulaire tout manquement grave, dûment constaté, de son personnel d'intervention et peut lui en demander le remplacement.

5.3. Modalités d'exécution de l'accord-cadre donnant lieu à l'émission de bons de commande

5.3.1. Emission et contenu des bons de commande

L'accord-cadre s'exécute par l'émission de bons de commande établis par les RPA et transmis au Titulaire par tout moyen permettant de leur donner date de réception certaine.

- Pour les ETS : les bons de commande sont établis par les Directeurs des ETS ou toute personne habilitée à cet effet.
- Pour les sites du CTSA : les bons de commande sont établis par le service responsable des achats ou toute personne habilitée à cet effet.

Les bons de commande sont émis à tout moment, à compter de la date de notification de l'accord-cadre.

5.3.1.1. Contenu des bons de commande pour les consommables

- Le numéro d'enregistrement du présent marché (en prenant en compte le numéro de marché spécifique du CTSA) ;
- La durée de validité du bon de commande ;
- La nature, les références et les quantités de fournitures concernées ;
- Le prix unitaire contractuel HT des fournitures ;
- Le montant total du bon de commande ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le cas échéant, le numéro de TVA intracommunautaire ;
- Le lieu de livraison et la date de livraison souhaitée ;
- Eventuellement, les conditions particulières de réception des fournitures.

5.3.1.2. Contenu des bons de commande pour la maintenance et services associés

- Le numéro de l'Équipement ;
- Le lieu d'exécution des prestations ;
- La durée du contrat souscrit ;
- En cas d'intervention de maintenance corrective facturée à l'attachement, la nature et les quantités des postes du bordereau de prix nécessaires ainsi que le délai de rétablissement du bon fonctionnement de l'Équipement ;
- Les conditions particulières d'exécution des prestations ;
- Les mentions particulières pour les services autres que la maintenance / fournitures (quantités/nature ...)
- Le montant détaillé et total HT de la commande ;
- Le cas échéant, le numéro de TVA intracommunautaire ;
- La durée de validité de la commande.

5.3.2. Délais d'exécution des bons de commande des fournitures

Les délais d'exécution sont fixés conformément aux engagements contractuels.

Le contenu des bons de commande est impératif.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG FCS, à compter de la réception de la commande, le Titulaire dispose d'un délai **de deux (2) jours** ouvrés pour émettre des observations, par écrit au service Achats.

Le délai d'exécution minimal des bons de commandes est de cinq (5) jours.

Le Titulaire est tenu d'exécuter les bons de commande dont les délais d'exécution vont au-delà de la durée du marché public dès lors que ceux-ci lui ont été notifiés avant l'expiration de cette dernière, et ce, dans la limite de **six (6) mois** à compter de la date d'échéance du marché public. Le prix de règlement est le prix en vigueur à la date de commande.

Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG FCS, en cas de difficultés prévisibles dans l'exécution d'un bon de commande, le Titulaire en avertit l'Etablissement concerné dans les plus brefs délais. Le Titulaire lui adresse un courrier de confirmation motivé explicitant de manière détaillée et vérifiable la nature de ces difficultés. Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution.

Lors du démarrage de l'utilisation d'une nouvelle Fourniture, le Titulaire s'engage à livrer, dans les 15 jours à compter de la réception des bons de commande, la quantité de Fournitures définie par le RPA nécessaire à l'adaptation et à la validation des techniques de production dans les conditions prévues au présent CCAP.

5.3.3. Dispositions spécifiques aux commandes de l'automate

La fourniture de l'automate comprend les prestations d'installation et de qualification des systèmes, leur connexion informatique et la formation des personnels de l'EFS (utilisateurs et référents) ainsi que la maintenance full service.

5.4. Transport, livraison, formation

5.4.1. Lieux de livraison des Fournitures et d'exécution des Services

Le Titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que les Fournitures et les Services commandés doivent être livrés sur des sites métropolitains ainsi que dans les départements d'outre-mer, Guadeloupe-Guyane, Martinique et Réunion, dont les coordonnées figurent en annexe 2 au présent CCAP.

Le Titulaire fait son affaire du choix d'un transitaire, s'il ne fait pas appel au transitaire de l'EFS.

Les modalités et délais de livraison pour les DOM sont à indiquer dans l'offre (Cadre de réponse technique).

5.4.2. Transport

Le transport des Fournitures jusqu'aux lieux de leur livraison et les opérations de déchargement s'effectuent aux frais et risques du Titulaire. Le transport est réalisé selon des modalités permettant le respect des conditions de conservation des Fournitures à livrer précisées dans l'offre du Titulaire.

La traçabilité de la chaîne de transport est de la responsabilité du Titulaire jusqu'au point de livraison du Titulaire.

Dans l'hypothèse où le Titulaire n'assure pas directement la livraison des Fournitures, il apporte la preuve qu'une police d'assurance garantissant la responsabilité civile du transporteur est applicable aux activités qui lui sont confiées.

Sans préjudice des dispositions figurant aux articles 5.5, 5.6 et 5.7 du présent CCAP, l'EFS se réserve le droit de refuser toute livraison pour laquelle les modalités de transport et de livraison décrites dans le CCTP ne seraient pas respectées.

5.4.3. Documents à fournir

5.4.3.1. Les bordereaux de livraison

Les Fournitures et équipements livrés doivent être accompagnés d'un bordereau de livraison dont un double, directement accessible par l'agent de l'Etablissement réceptionnaire sans ouverture des colis, est conservé par le RPA. Chaque bordereau de livraison comporte au moins les mentions suivantes :

- Le nom de l'Etablissement destinataire ;
- L'identification du Titulaire ;
- Le numéro du marché public, le numéro et la date du bon de commande auquel correspond la livraison ;
- L'identification et les références des Fournitures objets de la livraison ;
- Les quantités livrées ;
- Le numéro de lot de production et la date de péremption des Fournitures livrées ;
- Le nombre de colis et le poids total de la livraison ;
- La date d'expédition des colis ;
- Les conditions de transport et de conservation ;
- Eventuellement en cas de livraison incomplète, les quantités restants à livrer et leurs délais.

Le RPA et le Titulaire conservent chacun un exemplaire du bordereau de livraison.

Les conditions de conservation spécifiques qui garantissent une non-altération des Fournitures (température, humidité) figurent à l'extérieur des boîtes ainsi que sur les notices fournies.

Les colis volumineux sont livrés sur palettes filmées. Toute palette utilisée aux fins de livraison est conforme aux normes européennes afférentes. Le Titulaire assure la reprise des palettes, si elles sont consignées, selon les modalités définies dans sa proposition.

Le Titulaire est déclaré responsable des Fournitures et équipements jusqu'à leur livraison sur le site de l'Etablissement. Les avaries, accidents ou vols durant le transport sont déclarés être sous la responsabilité exclusive du Titulaire.

La livraison est réputée effectuée lorsque les Fournitures ont été déchargées aux lieux et selon les conditions indiquées sur le bon de commande correspondant.

5.4.3.2. Les certificats de contrôle

Le Titulaire s'engage à ne livrer que des Fournitures dûment contrôlées, validées et libérées par ses soins conformément aux contrôles qualité qu'il a décrit dans sa Proposition.

A chaque livraison, et lorsque des contrôles qualités sont exigés dans le CCTP, les résultats des contrôles effectués par le Titulaire sur les lots livrés sont adressés, au responsable du site destinataire de la commande, simultanément lors de la livraison des Fournitures ou dans un délai maximal de 48 heures. A défaut, les résultats doivent être consultables sur le site internet du Titulaire.

5.5. Vérification et admission des Fournitures

Sous réserve des stipulations du présent CCAP, les opérations de vérification et d'admission des Fournitures se déroulent dans les conditions décrites aux articles 22 à 24 du CCAG-FCS.

5.5.1. Vérification à la livraison sur la base du bordereau de transport

Lors de la livraison des Fournitures, une vérification immédiate est effectuée. La livraison est constatée par l'apposition, sur le bordereau de livraison, du cachet de l'Etablissement concerné, de la date et de la signature du représentant du RPA habilité à cet effet. Les réserves, qui seraient émises sur la nature des colis, les colis manquants, endommagés ou supplémentaires, sont inscrites sur le bordereau de transport. Le RPA notifie au transporteur, par tout moyen permettant de disposer d'une date certaine, les réserves précises, détaillées et complètes qu'appelle la livraison. Le RPA s'engage à transmettre la même information au Titulaire, qui fait son affaire du règlement du litige.

La RPA se réserve le droit de refuser toute livraison pour laquelle les modalités de transport et de livraison décrites dans l'offre technique ne seraient pas respectées.

L'absence de réserves permet au Titulaire d'établir les factures correspondant à la livraison.

5.5.2. Vérification quantitative et qualitative : le contenu des colis

Le RPA effectue, en vue de leur admission, les vérifications quantitatives et qualitatives des Fournitures livrées dans les conditions décrites ci-après et dans le CCTP.

Les références et les quantités doivent être conformes à la commande. Dans le cas contraire, le Titulaire doit :

- Reprendre immédiatement l'excédent si la livraison dépasse la commande,
- Compléter la livraison dans les délais les plus brefs à concurrence de la quantité totale prévue à la commande,
- Remplacer les Fournitures qui ne correspondraient pas aux références de la commande ou qui auraient subi des dommages.

5.5.3. Admission

Par dérogation à l'article 23.2 du CCAG-FCS, le RPA dispose d'un délai, de 21 jours ouvrables à compter de la livraison pour notifier expressément au Titulaire, par tout moyen permettant de disposer d'une date certaine de décision d'admission, d'ajournement ou de rejet des Fournitures. Le silence gardé par le RPA vaut décision implicite d'admission. Sous réserve des stipulations figurant au présent CCAP, les modalités d'ajournement ou de rejet sont celles décrites aux articles 24 et 25 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 25.4 du CCAG FCS, la non-conformité documentée d'une Fourniture, découverte à l'occasion de son utilisation, et notamment consécutive à la baisse de ses performances, entraîne son rejet automatique après constat contradictoire des parties. Le Titulaire est responsable de l'ensemble des conséquences induites par la non-conformité avérée d'une Fourniture.

Par ailleurs, sur décision des autorités de tutelle compétentes, et en cas notamment de retrait d'un lot de production, le RPA se réserve également le droit de rejeter les Fournitures issues de ce lot qui lui auraient été livrées par le Titulaire avant la date de cette décision. Dans ce cas, le Titulaire procède à l'enlèvement desdites Fournitures.

Par dérogation à l'article 25.4.3 du CCAG FCS, la décision du RPA concernée, notifiée au Titulaire, fixe le délai dans lequel les Fournitures ajournées et rejetées doivent être enlevées.

Les frais de manutention et de transport entraînés par l'ajournement ou le rejet des Fournitures ainsi que toute nouvelle livraison à la demande expresse du RPA, sont supportés par le Titulaire.

5.5.4. Capacité du Titulaire à livrer de nouvelles quantités

Le Titulaire s'engage sur un délai qui lui est nécessaire pour fournir de nouveaux lots de Fournitures, en cas de retrait d'un de ses lots de production.

5.6. Vérification et admission des Services

Sous réserve des stipulations du présent CCAP, les opérations de vérifications et d'admission des Services s'effectuent conformément aux dispositions des articles 22 à 25 du CCGA – FCS complétées et modifiées par les dispositions figurant ci-après :

- Si une qualification opération (QO) est rendue nécessaire à la suite de l'intervention sur l'équipement, l'admission des prestations est prononcée par le RPA ou son représentant habilité lors de la signature par le titulaire du rapport QO ;
- Si une qualification de performances (QP) est rendue nécessaire par l'intervention sur l'équipement, l'admission des prestations est prononcée par le RPA ou son représentant habilité lors de la signature par la PREM du rapport de QP.

Le frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet de la prestation, sont à la charge du Titulaire.

5.7. Vérification et admission des Equipements

5.7.1. Vérification à la livraison sur la base du bordereau de transport

Lors de la livraison des Equipements, une vérification immédiate est effectuée. La livraison est constatée par l'apposition, sur le bordereau de livraison, du cachet de l'Etablissement concerné, de la date et de la signature du représentant du RPA habilité à cet effet. Les réserves, qui seraient émises sur la nature des colis, les colis manquants, endommagés ou supplémentaires, sont inscrites sur le bordereau de transport. Le RPA notifie au transporteur, par tout moyen permettant de disposer d'une date certaine, les réserves précises, détaillées et complètes qu'appelle la livraison. Le RPA s'engage à transmettre la même information au Titulaire, qui fait son affaire du règlement du litige.

La RPA se réserve le droit de refuser toute livraison pour laquelle les modalités de transport et de livraison décrites dans l'offre technique ne seraient pas respectées.

L'absence de réserves permet au Titulaire d'établir les factures correspondant à la livraison.

5.7.2. Vérification quantitative et qualitative

Le RPA effectue, en vue de leur admission, les vérifications quantitatives et qualitatives des Fournitures livrées dans les conditions décrites ci-après et dans le CCTP.

Avant sa mise en service, chaque matériel fait l'objet d'une qualification effectuée avec le titulaire, afin de démontrer que l'appareil fonctionne correctement et donne les résultats attendus. Cette qualification s'effectuera selon un protocole préalablement défini répondant aux exigences réglementaires et normatives en vigueur.

La conformité des résultats est un prérequis indispensable à l'utilisation de l'Equipement et à son acceptation lors de la livraison.

Cette qualification comprendra obligatoirement :

- Qualification à l'installation (QI)
Elle consiste à vérifier que les caractéristiques techniques correspondent à celles définies dans le marché public et à vérifier que les références du matériel fourni correspondent à celles indiquées par le Titulaire dans sa Proposition. Cette qualification sera effectuée par le personnel utilisateur en présence du Titulaire.
- Qualification opérationnelle (QO)
Elle consiste à vérifier que l'Equipement fonctionne selon les modalités annoncées par le Titulaire dans le guide utilisateur.

- Qualification des performances (QP)

Elle consiste à vérifier les performances de l'appareil en conservant son intégrité. Cette qualification sera effectuée par le personnel utilisateur.

La qualification des Equipements comprend obligatoirement les opérations de vérifications décrites au CCTP (QI, QO, QP, QSI) réalisées dans les délais maximaux mentionnés. Le rejet de la solution analytique peut intervenir à l'issue de chacune des étapes de qualification.

5.7.3. Admission

Par dérogation à l'article 23.2 du CCAG-FCS, le RPA dispose d'un délai, de 30 jours ouvrables à compter de la QP et de la QSI pour notifier au Titulaire, sa décision d'admission, d'ajournement ou de rejet des Equipements. Le silence gardé par le RPA vaut décision implicite d'admission.

Sous réserve des stipulations figurant au présent CCAP, les modalités d'ajournement ou de rejet sont celles décrites aux articles 24 et 25 du CCAG-FCS.

Les décisions d'admission avec ou sans réfaction sont prises sous réserve des vices cachés.

Les frais de manutention et de transport entraînés par l'ajournement ou le rejet des Equipements sont supportés par le Titulaire.

L'admission des Equipements vaut transfert de leur propriété et des risques afférents à l'EFS.

5.8. Garantie après intervention – pièces détachées – main d'œuvre - déplacement

Le Titulaire utilise des pièces détachées neuves. Si le Titulaire utilise des pièces détachées reconditionnées, il le déclare sur le bon d'intervention et assure la même garantie que pour une pièce détachée neuve, soit une garantie minimale de 6 mois. Par conséquent, si une nouvelle défaillance affectant le même organe, ayant la même origine que la première, et constatée par le Titulaire, se produit dans un délai inférieur à 6 mois après l'intervention précédente, il n'y a aucune facturation.

Toute pièce remplacée est couverte par la garantie précitée et doit être mentionnée comme telle dans le rapport d'intervention avec la date d'effet et la date d'échéance de la garantie.

Le Titulaire s'engage à ce que les techniciens de maintenance intervenus sur site restent disponibles jusqu'à ce que soit apportée la preuve du bon fonctionnement de l'équipement par une opération de contrôle. Cette opération acte du point de départ de la garantie indiquée ci-dessus.

5.9. Pénalités

En cas d'application de la présente clause, le Titulaire encourt, de plein droit, et sans mise en demeure préalable, les pénalités prévues au présent article, sans préjudice du non-paiement, pour absence de service fait, des Fournitures non livrées et des Services non effectués.

Les pénalités éventuelles dont le Titulaire peut être redevable sont déduites du montant du marché public révisé ou actualisé TTC ou des factures, correspondant aux bons de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, aucune exonération de pénalité n'est prévue.

En cas de résiliation du marché public, les pénalités de retard sont, le cas échéant, appliquées jusqu'à la veille incluse de la date d'effet de la résiliation.

5.9.1. Pénalités de retard pour tout délai, excepté le délai de rétablissement du bon fonctionnement du système analytique (GTR) et le délai d'intervention (GTI)

5.9.1.1. Pénalités de retard dans le cadre de la livraison des Fournitures

Les pénalités sont calculées par rapport aux engagements pris par le Titulaire ou, à défaut, par rapport aux délais maximaux fixés dans le marché public à compter du premier jour calendaire de retard et pour chaque bon de commande.

Les manquements du Titulaire à ses obligations sont établis par constat direct de chaque RPA.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, en cas de retard au regard des engagements pris à livrer des Fournitures après retrait ou refus d'un lot conformément au présent CCAP, la pénalité suivante sera applicable :

$$P = (V \times R) / 100$$

dans laquelle :

P = montant de la pénalité ;

V = montant HT du prix des Fournitures livrées en retard sur lequel est calculée la pénalité ;

R = nombre de jours calendaires de retard par rapport à la date de livraison inscrite dans le bon de commande

5.9.1.2. Pénalités de retard dans le cadre de l'exécution des Services

Les pénalités sont calculées par rapport aux engagements pris par le Titulaire ou, à défaut, par rapport aux délais maximaux fixés dans le marché public à compter du premier jour calendaire de retard et pour chaque bon de commande.

Les manquements du Titulaire à ses obligations sont établis par constat direct de chaque RPA.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, en cas de retard au regard des engagements pris à exécuter les prestations, la pénalité suivante sera applicable :

$$P = (V \times R) / 100$$

dans laquelle :

P = montant de la pénalité ;

V = montant HT du prix prestations exécutées en retard sur lequel est calculée la pénalité ;

R = nombre de jours calendaires de retard par rapport à la date d'exécution des prestations inscrite dans le bon de commande

5.9.2. Pénalités de retard par rapport au délai de rétablissement du bon fonctionnement du système analytique (GTR) et au délai d'intervention (GTI)

En cas de retard lui étant imputable sur tout délai de GTR et de GTI, le Titulaire s'expose, sans mise en demeure préalable et à compter du premier jour calendaire de retard, au versement de pénalités pour chaque Equipement, à hauteur de :

- 250 euros TTC par jour ouvré de retard si le forfait annuel dû au titre de la maintenance complète ou si l'intervention de maintenance corrective facturée à l'attachement est de moins de 1 000 euros HT ;
- 500 euros TTC par jour ouvré de retard si le forfait annuel dû au titre de la maintenance complète ou si l'intervention de maintenance corrective facturée à l'attachement, est compris entre 1000 euros HT et 2 000 euros HT ;
- 1 000 euros TTC par jour ouvré de retard si le forfait annuel dû au titre de la maintenance complète ou si l'intervention de maintenance corrective facturée à l'attachement, est supérieur à 2 000 euros HT.

5.9.3. Pénalités pour mauvaise exécution

En cas de manquement grave ou répété du Titulaire dans l'exécution des Services, l'EFS pourra lui appliquer une pénalité forfaitaire **de 100 euros TTC par manquement constaté.**

Sont considérés comme des manquements susceptibles d'entraîner l'application de cette pénalité forfaitaire :

- réponse à une demande de chiffrage dans le cadre d'un projet d'avenant émanant du pouvoir adjudicateur, au-delà de sept jours calendaires à compter de la réception de ladite demande,

- envoi d'un avenant préalablement validé, au-delà de sept jours calendaires à compter de la réception dudit projet d'avenant par le Titulaire.

5.9.4. Pénalité pour non-respect des obligations du Titulaire en matière d'interprétariat

En cas de non-respect des obligations en matière d'interprétariat ou de défaut de preuve de la qualification de l'interprète, le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité correspondant aux frais consécutifs pour le pouvoir adjudicateur, assortie d'une pénalité forfaitaire de **100 euros TTC par jour de carence constaté**.

5.10. Sous-traitance

5.10.1. Sous-traitance au sens des articles L.2193-1 à L.2193-14 du code de la commande publique

En application des articles L.2193-4, R.2193-3 et R.2193-4 du code de la commande publique, il est rappelé que tout sous-traitant doit préalablement à son intervention au titre du marché public être déclaré à l'EFS afin d'être accepté et que ses conditions de paiement soient éventuellement agréées.

Dans ce cas, le Titulaire doit fournir au pouvoir adjudicateur une déclaration mentionnant :

- a) La nature des prestations sous-traitées ;
- b) Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- d) Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e) Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant à l'image des éléments demandés au Titulaire lors de la passation de l'appel d'offres (points 4 à 11 de l'article 6.1 du règlement de la consultation).

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Si le montant des prestations sous-traitées dépasse 600 € TTC, un RIB original du sous-traitant doit également être fourni avec la déclaration.

5.10.2. Sous-traitance au sens de la loi Informatique et libertés

L'EFS, responsable de traitement de données à caractère personnel, dispose d'un délai de 21 jours à compter de la date de réception de la déclaration de sous-traitance cette information pour présenter ses objections.

Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si le responsable de traitement n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

En cas de sous-traitance de second rang, le Titulaire doit recueillir l'autorisation écrite, préalable et spécifique de l'EFS, responsable de traitement.

Le sous-traitant de second rang est tenu de respecter les obligations du présent marché public pour le compte et selon les instructions de l'EFS. Il appartient au Titulaire de s'assurer que le sous-traitant de second rang présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du RGPD. Si le sous-traitant de second rang ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le Titulaire demeure pleinement responsable devant l'EFS de l'exécution, par le sous-traitant de second rang, de ses obligations.

5.11. Protection des données personnelles

Dans le cadre de l'exécution du présent marché public, l'EFS et le Titulaire s'engagent à respecter le droit en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le RGPD.

Le présent article et l'annexe n°3 au présent CCAP définissent les conditions dans lesquelles le Titulaire s'engage à effectuer pour le compte de l'EFS les opérations de traitement de données personnelles définies ci-après.

Les obligations à charge du Titulaire en matière de protection des données personnelles sont définies et explicitées sur l'annexe n°3 au présent CCAP.

L'EFS entend confier au Titulaire, pour son compte et sous sa responsabilité, le Traitement de données personnelles dont il est responsable.

Le Titulaire s'engage à disposer, pour l'EFS, des garanties suffisantes concernant la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées afin que le traitement dont il a la responsabilité réponde aux exigences du RGPD.

Le Titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'EFS les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les service(s) suivant(s) : maintenance des systèmes analytiques d'immunohématologie, objets du présent marché public.

La nature des opérations réalisées sur les données est : la collecte, conservation, consultation, utilisation, communication par transmission, rapprochement.

Les données à caractère personnel traitées sont notamment :

- Identité (nom, prénom) ;
- Coordonnées de la personne concernée ;
- Date de naissance ;
- Numéro de dons et d'échantillons ;
- Données de santé.

Les catégories de personnes concernées sont :

⇒ Donneurs et receveurs de produits.

5.11.1. Obligations du Titulaire

Le Titulaire s'engage à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- Ne prendre aucune copie des documents et/ou supports d'informations qui lui seraient confiés, à l'exception des copies nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent marché public, et à la condition que l'EFS ait donné son accord préalable ;
- Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché public ;
- Ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du marché public ;
- Prendre toute mesure de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités tout au long de la durée du présent marché public ;
- Au terme du marché public, à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies ;
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel auquel le Titulaire a accès dans le cadre du présent marché public ;

- Veiller à ce que les personnes autorisées à accéder aux données à caractère personnel en vertu du présent marché public :
 - S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
 - Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

L'EFS se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire.

En outre, le Titulaire s'engage à ne pas sous-traiter l'exécution des prestations à une autre personne privée ou publique, physique ou morale, ni procéder à une cession de marché sans l'accord préalable de l'EFS.

5.11.2. Dispositions en cas de non-respect des obligations

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du Titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-22 du Code pénal.

L'EFS pourra prononcer la résiliation immédiate du marché public, pour faute du Titulaire, sans indemnité en faveur du Titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées

6. SUIVI D'EXECUTION DU MARCHE PUBLIC

6.1. Etablissement d'un calendrier prévisionnel des maintenances préventives

Le Titulaire et le RPA concerné établissent ensemble un calendrier prévisionnel des maintenances préventives pour chaque appareil dans les conditions définies au CCTP.

6.2. Réunions annuelles

Le RPA organise annuellement une réunion de suivi de l'exécution du marché public avec le Titulaire.

Le Titulaire adresse au RPA, tous les 12 mois à compter de la notification du marché public un état récapitulatif de l'exécution du marché public, tout établissement confondu.

Cet état mentionne, notamment :

- Le numéro du marché ;
- La référence de l'Équipement ;
- La durée de validité de la formule souscrite ;
- Le chiffre d'affaires correspondant ;
- Le temps d'indisponibilité ;
- Le nombre d'appels, d'intervention ;
- Le délai de rappel moyen du client et son évolution par rapport à la période précédente ;
- Les délais moyens de fourniture de devis ;
- Les délais de livraison ;
- Des bilans des résultats au vu de ces obligations de respect GTI GTR l'état d'avancement de la réalisation de maintenances préventive ;
- Par établissement, la désignation et les références des Fournitures livrées ;
- Le numéro de lot et le nombre de Fournitures livrées par référence ;

- Le chiffre d'affaires HT par référence au cours de la période écoulée ;
- Le cas échéant, les Fournitures rejetées font l'objet d'une information complémentaire.

L'état transmis est au format Excel. Les données rappellent l'Etablissement, le site concerné de l'Etablissement, l'Equipe avec son numéro de série, sa date de première mise en service et les indicateurs de suivi contractuels.

Le Titulaire fait le point périodiquement avec le RPA sur les appels à l'assistance téléphonique, étudie ceux en attente de résolution et détecte les éventuels besoins en formation des utilisateurs. Le Titulaire s'engage à suivre en tant qu'indicateurs le respect des GTI, des GTR, des délais de transmission d'un devis, du délai d'approvisionnement en pièces détachées et du planning des maintenances préventives.

Le Titulaire s'engage à participer aux réunions organisées par l'EFS.

Le CTSA participe, le cas échéant, aux réunions de suivi nationales.

6.3. Relations entre les parties

Le Titulaire désigne dans son effectif un représentant unique chargé des relations avec le RPA. Il désigne également nommément les membres de son personnel responsables du déploiement et de la livraison des Fournitures et l'exécution des Services.

Le représentant du Titulaire est tenu informé de toute demande formulée par le RPA directement auprès des personnels précités.

Les RPA désignent chacun, au sein de leur personnel, un interlocuteur unique du Titulaire. Pour l'EFS, le RPA désigne un interlocuteur chargé des aspects médicotéchniques et un interlocuteur chargé des aspects administratifs.

6.4. Confidentialité

Les supports informatiques et documents fournis par l'EFS au Titulaire restent la propriété de l'EFS.

Tant pendant la durée du marché public qu'après son expiration, toutes les informations et/ou tous les documents de toute nature (commerciaux, industriels, techniques, financiers, etc.) et les données contenues dans ces supports et documents sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal), il en va de même pour toutes les données dont le Titulaire prend connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché public.

Au terme du présent marché public, le Titulaire s'engage, après s'être assuré des modalités relatives à la réversibilité, à détruire l'ensemble des documents/informations mis à disposition par l'EFS.

Une fois détruits, le Titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

Conformément aux dispositions du RGPD et de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le Titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

6.4.1. Obligations du Titulaire

Le Titulaire s'engage à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- Ne prendre aucune copie des documents et/ou supports d'informations qui lui seraient confiés, à l'exception des copies nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent marché public, et à la condition que l'EFS ait donné son accord préalable ;
- Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché public ;
- Ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;

- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du marché public ;
- Prendre toute mesure de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités tout au long de la durée du présent marché public ;
- Au terme du marché public, à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies ;
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel auquel le Titulaire a accès dans le cadre du présent marché public ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à accéder aux données à caractère personnel en vertu du présent marché public :
 - S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
 - Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

L'EFS se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire.

En outre, le Titulaire s'engage à ne pas sous-traiter l'exécution des prestations à une autre personne privée ou publique, physique ou morale, ni procéder à une cession de marché sans l'accord préalable de l'EFS.

6.4.2. Dispositions en cas de non-respect des obligations

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du Titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-22 du code pénal.

L'EFS pourra prononcer la résiliation immédiate du marché public, sans indemnité en faveur du Titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

6.4.3. En cas d'opération de maintenance ou de télémaintenance

Chaque opération de maintenance devra faire l'objet d'un descriptif précisant les dates, la nature des opérations et le nom des intervenants, transmis à l'EFS.

En cas de maintenance ou de télémaintenance permettant l'accès à distance aux fichiers de l'EFS, le Titulaire prendra toutes dispositions afin de permettre à l'EFS d'identifier la provenance de chaque intervention extérieure. A cette fin, le Titulaire s'engage à obtenir l'accord préalable de l'EFS avant chaque opération de maintenance ou de télémaintenance dont elle prendrait l'initiative.

Des registres seront établis sous les responsabilités respectives de l'EFS et du Titulaire, mentionnant les dates et natures détaillées des interventions de maintenance et de télémaintenance ainsi que les noms de leurs auteurs.

L'EFS se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire.

6.4.4. En cas d'accès à INLOG (l'accès des sous-traitants à INLOG suit une procédure particulière)

Chaque intervenant du Titulaire ayant accès à au logiciel médico-technique devra obligatoirement être dûment habilité par le représentant du Titulaire.

En outre, le Titulaire s'engage à faire signer à chacun des intervenants précités un engagement de confidentialité relatif à son habilitation au service de télémaintenance.

Le Titulaire fournira un compte-rendu de l'intervention à l'EFS.

7. MODIFICATIONS DU MARCHE PUBLIC

7.1. Modifications relatives au Titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le Titulaire doit impérativement en informer le RPA par écrit et communiquer un extrait du registre du commerce et des sociétés mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais.

Le marché public ne pourra en aucun cas, faire l'objet d'une cession, à titre onéreux ou gracieux, sauf accord écrit et préalable du RPA. De même, le transfert du marché public à la société née de la fusion ou de l'absorption du Titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable du RPA.

Dans ces cas, le Titulaire doit en informer le RPA dans les plus brefs délais et produire l'ensemble des documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché public est cédé :

- Une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de Commerce territorialement compétent
- Une copie de l'annonce légale
- Les attestations fiscales
- Les pièces mentionnées à l'article D. 8222-5 du code de travail, si le Titulaire est établi ou domicilié en France, ou D. 8222-7 et D. 8222-8 dudit code, si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger
- Les pièces mentionnées à l'article D. 8254-4 du code du travail
- Une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de l'entreprise
- Le pouvoir de la personne habilitée à engager la société cessionnaire
- Un relevé des nouvelles coordonnées bancaires de la société cessionnaire
- Un numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais du site internet suivant : <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/>
- Les justifications de références identiques à celles demandées dans l'avis d'appel public à la concurrence et le règlement de la consultation au Titulaire du marché public.

La cession du marché public acceptée par le RPA fera l'objet d'un avenant conclu entre le RPA, la société cessionnaire et la société cédante constatant le transfert du marché public au nouveau Titulaire.

7.2. Clause de réexamen

En application de l'article R.2194-1 du code de la commande publique, le RPA pourra, sans que nécessairement un avenant soit conclu :

- Emettre un bon de commande auprès d'un autre fournisseur en cas d'impossibilité pour le titulaire du présent marché d'exécuter les prestations, dans la limite fixée à l'article R.2194-5 du code de la commande publique ;
- Accepter temporairement un rallongement des délais d'exécution du marché.

Pour l'application du présent article, le Titulaire doit au préalable notifier par écrit au RPA les éléments explicatifs relatifs aux circonstances imprévisibles et leur impact sur le marché public.

L'accord du RPA est notifié au Titulaire.

7.3. Suspension du marché en cas de circonstances imprévisibles

Il sera fait application de l'article 24 du CCAG FCS.

7.4. Evolutions administratives

Au cours de l'exécution du marché public, le Titulaire informe par écrit le RPA de toute modification de désignation ou de référence de Fournitures objets du présent marché public.

Le RPA prend acte de la modification demandée par courrier recommandé avec accusé de réception, sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant dès lors que la modification souhaitée n'a pour objet que la stricte correction d'une erreur matérielle dans la désignation ou dans l'indication des références de la Fourniture considérée, ou l'attribution d'une nouvelle référence à cette Fourniture dont la nature et le prix demeurent par ailleurs inchangés.

7.5. Evolutions technologiques

Le Titulaire informe sans délai le RPA de toutes modifications ou évolutions technologiques qu'il entend apporter aux Fournitures objets du présent marché public.

Sur la base des informations transmises, le RPA décide de la conduite à tenir et la notifie au Titulaire au plus tôt un (1) mois après réception des informations. En fonction de la nature des modifications ou évolutions technologiques proposées, le RPA peut décider de la mise en œuvre d'études complémentaires. A ce titre, le Titulaire s'engage à fournir l'aide technique et les Fournitures nécessaires à titre gratuit. Le Titulaire ne peut mettre en œuvre les modifications avant réception de la notification de la décision du RPA.

A l'exception des cas de mise à disposition de nouvelles Fournitures, toute évolution technologique acceptée par le RPA, dans les conditions décrites au présent article, est sans incidence sur les engagements contractuels volumes minima et maxima de Fournitures indiqués ci-dessus, ou sur les prix du marché public.

En tout état de cause, toute évolution technologique ou l'introduction de nouvelles Fournitures dans le cadre du marché public donnent lieu à la conclusion d'un avenant.

Toute modification acceptée par le RPA donne lieu à une mise à jour de la documentation par le Titulaire. La documentation mise à jour est adressée dans les meilleurs délais par le Titulaire aux RPA.

7.6. Modifications du marché public (article L.2194-1 du code de la commande publique)

7.6.1. Conditions de mise à jour des systèmes analytiques et des Services

Le Titulaire s'engage dans son offre à faire évoluer la solution proposée pour s'adapter à toute évolution réglementaire dans les délais fixés lors de la parution des textes réglementaires.

L'EFS souhaite être informé des évolutions techniques et/ou informatiques apportées sur le système analytique proposé, selon la procédure indiquée à l'annexe 1 du CCTP.

7.6.2. Marché sans publicité ni mise en concurrence préalables pour l'acquisition de fournitures complémentaires

Le marché public pourra faire l'objet d'une procédure sans publicité ni mise en concurrence préalables pour l'acquisition de fourniture complémentaires en application et dans les conditions de l'article R.2122-4 du code de la commande publique.

8. DEFAILLANCE DU TITULAIRE

En cas de non livraison de la Fourniture, de retard ou d'exécution partielle, pour quelque motif que ce soit, et faute d'accord entre les deux parties, l'EFS se réserve le droit de faire appel au prestataire de son choix pour suppléer à la défaillance du Titulaire, aux frais et risques du Titulaire, sans qu'une décision de résiliation aux frais et risques ne soit nécessairement prononcée à son encontre.

9. REGLEMENT FINANCIER DU MARCHE

9.1. Contenu des prix

Les prix du marché public sont les prix, exprimés en euros HT et TTC, mentionnés dans les annexes financières.

Les prix sont entendus franco de port et d'emballage et comprennent les coûts afférents aux prestations, objets du marché.

Ils comprennent toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les Fournitures et Services objets du marché public, toutes les dépenses nécessaires à leur exécution dont les frais afférents au conditionnement, au stockage et au transport des Equipements, s'ils doivent être déplacés pour la réalisation des prestations de maintenance ainsi que les marges pour risque et les marges bénéficiaires du Titulaire.

Les prix comprennent toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les Fournitures et les Services, ainsi que tous les frais de gestion ou afférents au conditionnement, à l'emballage et au transport des Fournitures et Services induits.

Les prix sont exprimés en euros hors taxe et tous frais compris. La TVA est appliquée au taux légal en vigueur le jour de la livraison.

9.2. Forme et évolution des prix

Le présent marché est conclu à prix unitaires forfaitisés (maintenance) et à prix unitaires (Fournitures et autres services).

9.2.1. Forme du prix de la maintenance

Les prix de prestations de maintenance et services associés sont des prix unitaires forfaitisés révisables à la hausse comme à la baisse, à l'échéance d'une première période ferme de 24 mois du présent marché public.

Sont concernées :

- les prestations de maintenance (avec ou sans hotline) et évolutive,
- les prestations de déménagement et de requalification,
- les prestations de télémaintenance,
- les prestations de formation,
- Les prestations de contrôle,
- Les prestations de paramétrage.

La décomposition des prix figure dans le Bordereau des prix annexé à l'acte d'engagement.

9.2.2. Forme du prix des Fournitures

Le marché est traité à prix unitaires fermes révisables à la hausse comme à la baisse, à l'échéance d'une première période ferme de 24 mois du présent marché public, exprimés en euros HT et TTC dans le bordereau de prix joint à l'acte d'engagement du titulaire. La TVA est appliquée au taux légal en vigueur le jour de la livraison.

La composition des prix figure dans le bordereau de prix annexé à l'acte d'engagement.

Les prix unitaires du bordereau de prix sont appliqués aux quantités réellement livrées.

9.2.3. Evolution des prix

Le Titulaire transmet sa demande de révision de prix, au plus tard deux (2) mois avant la date d'anniversaire du marché.

Passé ce délai, l'EFS se réserve la possibilité de ne pas donner suite à la demande de révision de prix. Aucune demande de révision de prix ne peut être effective avant la première période ferme de 24 mois.

Le Titulaire communique par écrit au RPA à la fois le nouveau barème, les prix initiaux, les prix révisés, les pourcentages de variation ainsi que les justifications du nouveau barème.

La révision de prix, sous réserve qu'elle ait été validée par le RPA, prend effet à compter de la date d'anniversaire du marché,

Les prix sont révisés sur la base du barème du Titulaire.

❖ Clause butoir

Les prix ne peuvent augmenter, au cours d'une même année, que de 1,5%.

❖ Clause de sauvegarde

Dès lors que la révision de prix excède le pourcentage fixé, l'EFS se réserve le droit de résilier de façon unilatérale, pour motif d'intérêt général, c'est-à-dire sans l'accord du Titulaire, par dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG-FCS, sans que le Titulaire puisse prétendre à une quelconque indemnité pour compenser la rupture des relations contractuelles.

La décision de résiliation est notifiée au Titulaire. Elle prend effet à la date indiquée sur le courrier ou à défaut, à la date de notification de la décision unilatérale de résiliation au Titulaire.

9.3. Avance

Sauf refus express du Titulaire mentionné dans son acte d'engagement, une avance lui est versée dans les conditions définies aux articles R.2191-3 à R.2191-10 et aux articles R.2191-15 à R.2191-18 du code de la commande publique.

Par dérogation à l'article 11.1 du CCAG FCS, le taux de l'avance est **de 10%**.

Le remboursement de l'avance s'opère par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire en exécution du marché public conformément aux articles R.2191-11, R.2191-12, R.2191-14 et R.2191-19 du code de la commande publique.

9.4. Modalités de facturation et de règlement

9.4.1. Facturation

Après exécution des prestations, le Titulaire transmet à chaque RPA un exemplaire d'une facture indiquant, outre les mentions légales, les sommes auxquelles il prétend du fait de cette exécution et tous les éléments de détermination de ces sommes.

Les factures comprennent notamment :

- les nom et adresse du créancier ;
- le numéro du marché public ;
- le numéro du bon de commande ;
- le numéro du bon de livraison ;
- la quantité et la désignation des Fournitures livrées et des Services exécutés ;
- le montant hors TVA des Fournitures et Services ;
- le taux et le montant de la TVA en vigueur ;
- le cas échéant, le numéro de TVA intracommunautaire ;
- le montant total TTC ;
- la date de facturation.

9.4.1.1. Facturation des Services et Fournitures traités à prix unitaires

Les prestations de formation ainsi que les fournitures complémentaires sont facturées après leur admission par le RPA.

Après admission des Services et Fournitures correspondant au bon de commande émis par le RPA, le Titulaire lui transmet deux exemplaires (un original et une copie) d'une facture indiquant les sommes auxquelles il prétend du fait de cette exécution et tous les éléments de détermination de ces sommes.

Pour l'EFS : le Titulaire transmet les deux exemplaires de la facture aux établissements concernés

Pour le CTSA : le Titulaire transmet les deux exemplaires de la facture, sur laquelle sera inscrit le numéro spécifique du marché du CTSA à la DAPSA TSA 20003 45404 Flaury-lès-Aubray Cedex.

Toute facture ne faisant pas référence au numéro de commande est retournée au Titulaire

9.4.1.2. Facturation des Services et Fournitures faisant l'objet de prix unitaires forfaitisés

Les prestations traitées au forfait sont réglées trimestriellement à terme à échoir.

9.4.1.3. Facturation des fournitures complémentaires nécessaires au bon fonctionnement des Equipements

Les fournitures complémentaires sont facturées à compter de la date de l'acceptation de leur livraison, constatée par le bulletin de livraison. Si à l'issue des opérations de vérification, les fournitures ne sont pas admises, elles donnent lieu à un avoir.

9.4.2. Dématérialisation des factures

Conformément à l'article L.2192-1 du code de la commande publique, les Titulaires ainsi que les sous-traitants admis au paiement direct de contrats conclus par l'Etat, les collectivités territoriales et les établissements publics, transmettent leurs factures sous forme électronique en utilisant une solution mutualisée, mise à disposition par l'Etat.

Cette solution s'intitule CHORUS PRO. Elle permettra le dépôt, la réception, la transmission des factures électroniques et leur suivi, et sera mise gratuitement à la disposition des fournisseurs.

Les factures, ainsi que tout document jugé utile par le Titulaire ou demandé par le pouvoir adjudicateur, seront adressées à chaque établissement de l'EFS par l'utilisation du numéro de SIRET qui lui est associé.

En vue de faciliter et accélérer le traitement des factures, l'EFS a choisi de rendre obligatoire dans CHORUS PRO le remplissage, par le fournisseur, de la zone « Engagement ». Le numéro de commande et le numéro de marché public, s'il existe, seront à renseigner dans ce champ.

En retour, un suivi du traitement des factures sera transmis au fournisseur via CHORUS PRO, l'informant notamment des statuts suivants :

- facture rejetée, en cas de refus par l'EFS de la facture émise ;
- facture suspendue, en cas de demande de précisions complémentaires nécessaires pour permettre la mise en paiement. Ce statut est réputé donner date certaine à la décision de suspension du délai de paiement par le pouvoir adjudicateur.

9.4.3. Délai de paiement

Le paiement des factures intervient dans un délai maximum **de soixante (60) jours pour les ETS et de cinquante (50) jours pour le CTSA** à compter de la date de réception de la facture. La date de réception des factures est constatée par l'Etablissement.

Si la réception de la facture est antérieure à l'acceptation de la livraison des Fournitures, le point de départ du délai de paiement correspondant à la date d'admission de la livraison des Fournitures, constatée par le bordereau de livraison en l'absence de réserves émises sur ce bordereau.

Si, à l'issue des opérations d'admission, les Fournitures ne sont pas admises ou si elles sont rejetées à la suite d'une non-conformité documentée constatée dans les conditions définies aux articles 5.5, 5.6 et 5.7 du CCAP, elles donnent lieu à un avoir.

Chaque Etablissement se libère des sommes dues par virement administratif sur le compte du Titulaire.

9.4.4. Suspension du délai global de paiement

En cas de présentation d'une facture non conforme, ce délai peut être suspendu une fois.

Cette suspension fait l'objet d'une notification au titulaire via un encodage CHORUS ou par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Elle précise les raisons qui, imputables au Titulaire, s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la réception par l'Etablissement, de la totalité des justifications qui ont été réclamées au Titulaire.

A compter de la réception de ces justifications, un nouveau délai commence à courir dans les conditions prévues à l'article R.2192-29 du Code de la commande publique.

9.4.5. Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai susmentionné donne droit au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant forfaitaire **de 40 euros** et fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire. Ils courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente avant le premier jour calendaire du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de huit points.

Le Titulaire ne pourra, en aucun cas, se prévaloir d'un retard de paiement, pour suspendre ou interrompre l'exécution des prestations qui lui incombent en application du présent marché public.

9.4.6. Nantissement et cession de créance

Le nantissement et la cession de créance s'effectuent conformément aux articles R.2191-45 à R.2191-63 du code de la commande publique.

Par dérogation aux articles 4.2.1 et 4.2.2 du CCAG FCS, seuls seront notifiés au Titulaire les documents suivants :

- La copie de l'acte d'engagement et de l'annexe financière.

L'EFS délivre uniquement l'exemplaire unique / le certificat de cessibilité en vue de la cession de créance sur demande écrite du Titulaire.

9.4.7. Renseignement d'ordre comptable

Le Comptable public assignataire des paiements est :

- Le Comptable secondaire de chaque ETS, désigné dans l'acte d'engagement pour les besoins respectifs des Etablissements locaux de l'EFS ;
- Le Comptable des Services Industriels de l'Armement désigné dans l'acte d'engagement pour les besoins du CTSA.

La personne habilitée à donner les renseignements mentionnés à l'article R.2191-54 du Code de la commande publique est soit le RPA, soit la Directrice du CTSA, chacun pour les créances qui le concerne.

10. RESPONSABILITE - ASSURANCES

Le Titulaire a la responsabilité de la bonne exécution des prestations décrites au marché public. Cette responsabilité est étendue aux conséquences dommageables, corporelles, matérielles et immatérielles à l'égard des tiers et cocontractants des pouvoirs adjudicateurs du fait des prestations fournies par le Titulaire.

Le Titulaire et les sous-traitants désignés dans le marché public devront justifier au moment de la notification du marché public, puis en cours d'exécution, au moyen d'une attestation portant mention du nom de la compagnie, de l'étendue de la garantie, de la date d'expiration des garanties prévues au contrat, d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de responsabilité civile qu'ils encourent vis-à-vis des tiers et de l'EFS en cas d'accident ou de tous dommages causés à l'occasion de l'exécution du marché public.

L'attestation devra être remise dans le délai **de quinze (15) jours** après demande de l'EFS au Titulaire.

11. RESILIATION DU MARCHE PUBLIC (ARTICLE L.2195-1 ET SUIVANTS DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE)

11.1. Résiliation pour motif d'intérêt général

Le RPA peut mettre fin à tout moment à l'exécution du marché public, pour tout motif d'intérêt général, par décision unilatérale notifiée par écrit au Titulaire, sous réserve, le cas échéant, d'indemniser ce dernier du préjudice subi, dans les conditions fixées à l'article 33 du CCAG FCS.

11.2. Résiliation aux torts du Titulaire

Sans préjudice des dispositions ci-dessus, l'EFS peut procéder à la résiliation du marché public en application de l'article 32 du CCAG FCS, pour mauvaise exécution du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité :

- Faute du Titulaire ou son incapacité manifeste et durable à satisfaire à l'exécution de ses obligations, constatée par l'EFS.
- Tout manquement aux obligations de confidentialité mentionnées ci-dessus.
- En application des articles D. 8222-5 du code de travail, si le Titulaire est établi ou domicilié en France, ou D. 8222-7 et D. 8222-8 dudit code, si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger, Les pièces mentionnées à l'article D. 8254-4 du code du travail, l'inexactitude des renseignements fournis à l'EFS ou la non production, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché public, des pièces prévues à l'article D 8222-5 du code du travail, et ce, sans préjudice de poursuites ultérieures éventuelles.
- S'il n'a pas corrigé les irrégularités aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et à la déclaration des salariées de l'entreprise dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure du Représentant du Pouvoir Adjudicateur.

L'EFS peut résilier le marché public à la condition d'avoir préalablement notifié par écrit la mise en demeure demandant au Titulaire de remédier aux défaillances dans les délais indiqués. La mise en demeure doit être restée infructueuse.

La résiliation prendra effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de notification.

11.3. Exécution aux frais et risques

En application de l'article 36 du CCAG FCS, l'EFS peut faire procéder à l'exécution aux frais et risque du Titulaire en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui par sa nature ne peut souffrir aucun retard. Les cas de résiliation qui peuvent donner lieu à cette mesure sont ceux mentionnés ci-dessus.

12. LITIGES

Les parties conviennent de rechercher en cas de litige un accord amiable, et faute de l'obtenir de s'en remettre aux juridictions administratives compétentes. Elles élisent pour ce faire domicile en leurs sièges sociaux respectifs.

13. OBLIGATIONS DU TITULAIRE AU REGARD DE SA SITUATION FISCALE ET SOCIALE

Le Titulaire remet tous les six mois jusqu'à la fin du présent marché public les pièces mentionnées aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail.

Il s'agit, lorsque le Titulaire est établi en France, en vertu de l'article D 8222-5 susmentionné :

- D'une attestation de vigilance délivrée en ligne sur le site de l'URSSAF ;
- D'une attestation fiscale justifiant de la régularité de sa situation fiscale (paiement de la TVA et de l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés) ;
- D'un numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais du site internet suivant : <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/>.

En cas de Titulaire établi dans un autre Etat, il s'agit des documents réclamés aux articles D 8222-7 et D 8222-8 du Code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le Titulaire domicilié en France sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'EFS, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

14. ANNEXE 1 – LISTE DES COORDONNEES DU COORDONNATEUR ET DES ETABLISSEMENTS

Coordonnateur :

ETS – Hauts-de-France - Normandie	Parc Eurasanté 20 avenue Pierre Mauroy – CS 40121	59373 Loos Cedex
-----------------------------------	---	------------------

Etablissements :

ETS – Hauts-de-France - Normandie	Parc Eurasanté 20 avenue Pierre Mauroy – CS 40121	59373 Loos Cedex
ETS – Centre - Pays de la Loire	50 Avenue Marcel Dassault – BP 40661	37206 Tours Cedex 03
ETS – Occitanie	Avenue de la Grande Bretagne – BP 3210	31027 Toulouse Cedex 3
ETS – Auvergne / Rhône Alpes	111 Rue Elisée Reclus – CS 20617	69153 Decines Cedex
EFS - Martinique	Rue du Coup de Main – CS 40511	97264 Fort-De-France Cedex
EFS – La Réunion / Mayotte	CHU Félix Guyon – Route de Bellepierre BP 771	97475 Saint-Denis Cedex
EFS- Guadeloupe – Guyane	Site Pointe à Pitre : Boulevard de l'hôpital – BP 686	97171 Pointe-à-pitre
CTSA « Jean Julliard »	1 Rue du Lieutenant Raoul Batany	92141 Clamart
Site de Transfusion Sanguine des Armées	Boulevard de Sainte Anne	83 000 Toulon